

## **La conférence d'Annapolis sera un tournant vers la paix au Proche-Orient**

*Christine Defraigne, Présidente du groupe MR du Sénat*

Fin du mois de novembre, tous les acteurs du Processus de paix au Proche-Orient vont se réunir aux Etats-Unis, à Annapolis dans le Maryland, afin de favoriser la reprise du processus de paix israélo-palestinien. Cette conférence, qui réunit 49 pays ou organisations internationales, doit constituer le point de départ de négociations conduisant à l'établissement d'un Etat palestinien, à la réalisation de la paix israélo-palestinienne, et à l'apaisement de toute la région.

Quatorze ans après la poignée de mains entre Rabin et Arafat sur la pelouse de la Maison Blanche, sept ans après l'échec des négociations de Camp David et le début de la seconde Intifada, cette conférence est un test de crédibilité pour les deux parties et l'ensemble de la Communauté internationale. Et plus particulièrement de la part du locataire actuel de la Maison Blanche qui mise sur un succès diplomatique au Proche-Orient avant de quitter sa présidence. L'objectif affiché de George Bush est de parvenir à la création d'un Etat palestinien indépendant avant la fin de son deuxième mandat, en janvier 2009.

Une lueur d'espoir vient du contexte contrasté dans lequel la conférence se déroule. Même si des dangers persistent (le désastre irakien, la perte de crédit des Etats-Unis dans la région, l'émergence de l'Iran et des acteurs non étatiques comme le Hamas et Hezbollah, ainsi que l'affrontement entre sunnites et chiites), ils existent des convergences d'intérêts pour faire évoluer la situation : les régimes sunnites sont prêts à soutenir les Etats-Unis dans la crise irakienne en échange de l'accélération d'une solution au conflit israélo-palestinien.

Les problèmes fondamentaux n'ont pas évolué depuis 1967, et les paramètres d'une solution sur la question des frontières définitives du futur Etat palestinien, du statut de Jérusalem et ses lieux saints, et du retour des réfugiés palestiniens et leurs descendants en Israël sont connus depuis les travaux de Madrid, d'Oslo ou de Genève. Le lancement d'une négociation sur le statut final s'appuierait sur le principe des « territoires contre la paix », sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, sur l'initiative de paix arabe de Beyrouth, sur la feuille de route du Quartette et sur les accords déjà conclus.

Le blocage vient donc principalement de l'absence de confiance mutuelle : les Israéliens ne donneront pas leur accord à un Etat palestinien tant qu'ils ne seront pas certains qu'il sera sérieusement gouverné et correctement dirigé en matière de sécurité, et les Palestiniens ont besoin d'une amélioration directe des conditions d'occupation qui leur fait vivre un enfer au quotidien.

La clé du succès réside dans la volonté politique des Israéliens, des Palestiniens, et de la Communauté internationale dans son ensemble de jeter enfin les bases d'un Etat palestinien, la volonté politique de changer les conditions de vie des Palestiniens et de donner une vraie

sécurité à Israël. La conférence des donateurs qui se déroulera à Paris en décembre permettra de soutenir concrètement le peuple palestinien et le processus de création d'un Etat palestinien viable.

De son côté, Israël devra faire des efforts : sans la levée des obstacles à la liberté de circulation des biens et des personnes, il sera impossible d'avoir une économie palestinienne forte. Les Palestiniens doivent sentir très vite dans leur vie quotidienne une amélioration vers une vie meilleure et plus digne. Si la paix a un prix, il est fondamental de montrer aux populations palestiniennes que la paix peut aussi leur profiter. Progresser sur cette voie permettra en outre de créer un climat favorable à la relance du processus politique, qui doit aller de pair avec l'amélioration des conditions économiques. Enfin, un terme doit être mis à la colonisation des futurs territoires palestiniens. La fin de la colonisation n'est pas seulement une exigence arabe ; elle est la condition du retour à un compromis territorial acceptable.

L'Union européenne, premier soutien financier aux Palestiniens, va continuer à s'investir dans la résolution de ce conflit. Mais elle doit jouer tout son rôle afin de peser sur le plan politique à la hauteur de son aide économique pour arriver à une paix juste dans la région. 800 millions d'euros ont été débloqués en 2007 en faveur de l'Autorité palestinienne, afin notamment de relancer une approche globale de la réforme de ses services de sécurité. Par conséquent, la mission européenne de formation de la police civile palestinienne sera renforcée en 2008.

Les fractures politiques et religieuses qui traversent le Proche-Orient rencontrent des échos au sein de certaines franges de nos sociétés européennes. Les manifestations d'antisémitisme que nous connaissons et que nous condamnons avec la plus grande fermeté sont une des conséquences directes de la non résolution de ce conflit. Les Européens doivent donc prendre leurs responsabilités pour créer un climat de confiance, rapprocher les points de vue et favoriser les compromis. Des générations et des générations attendent la paix au Proche-Orient : Annapolis doit traduire concrètement ce rêve jusqu'à présent inachevé.